

## Chapitre 3 : Comment lutter contre le chômage ?

Introduction : qu'est-ce que le chômage ?

### 1<sup>ère</sup> partie : Comment expliquer le chômage ?

#### A. Comment expliquer le chômage structurel ?

1. Les problèmes d'appariement sur le marché du travail créent du chômage
  - a) Les inadéquations de qualification empêchent la rencontre entre l'offre et la demande de travail
  - b) Les inadéquations spatiales empêchent la rencontre entre l'offre et la demande de travail
2. Les asymétries d'information sur le marché du travail créent du chômage
  - a) Le manque d'information empêche la rencontre de l'offre et de la demande sur le marché du travail
  - b) Le phénomène d'anti sélection incite les entreprises à appliquer un salaire d'efficience
  - c) Le phénomène d'aléa moral incite les entreprises à appliquer un salaire d'efficience
3. Les institutions sur le marché du travail créent-elles du chômage ?
  - a) Le salaire minimum crée-t-il du chômage ?
  - b) Les règles de protection de l'emploi créent-elles du chômage ?

#### B. Comment expliquer le chômage conjoncturel ?

1. Un choc de demande négatif crée du chômage
2. Un choc d'offre négatif crée du chômage

### 2<sup>ème</sup> partie : Comment lutter contre le chômage ?

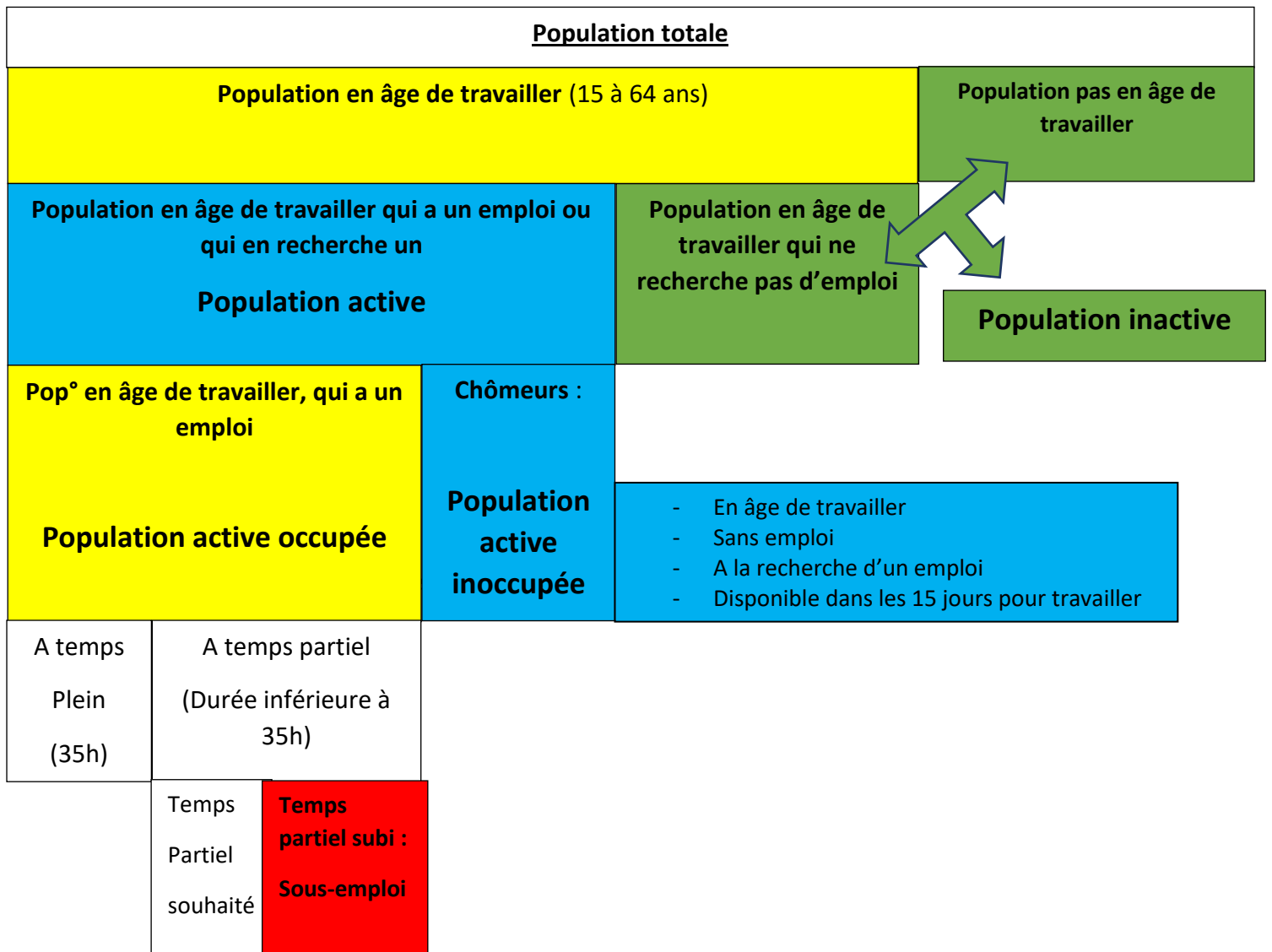
#### A. Comment lutter contre le chômage structurel ?

1. La baisse du coût du travail peut diminuer le chômage
2. La formation des travailleurs peut diminuer le chômage
3. Une politique de flexibilisation du marché du travail peut diminuer le chômage

#### B. Comment lutter contre le chômage conjoncturel ?

1. L'Etat peut relancer l'activité économique en utilisant la dépense publique
2. L'Etat peut inciter les entreprises à investir
3. L'Etat peut soutenir la consommation des ménages

## Introduction : qu'est-ce que le chômage ?



### Définitions

Le **chômage** regroupe les individus en âge de travailler, ne travaillant pas (même pas une heure), à la recherche d'un emploi et disponible dans les 15 jours (pour travailler)

Le **sous-emploi** regroupe les actifs occupés à temps partiel qui souhaiteraient travailler davantage (**temps partiel subi** ou **involontaire**).

### Calcul et indicateurs

Le **taux de chômage** :  $(\text{Actifs inoccupés} / \text{Population active}) \times 100$   
 Les économistes calculent aussi le taux de chômage de différentes populations (les jeunes, les seniors).  
 Ex : **taux de chômage des jeunes** :  $(\text{Actifs inoccupés de 15-24 ans} / \text{Population active de 15-24 ans}) \times 100$

Le **taux d'emploi** :  $(\text{Actifs occupés} / \text{Population en âge de travailler (15-64 ans)}) \times 100$   
 Les économistes calculent aussi le taux d'emploi de différentes population (les jeunes, les femmes...).  
 Taux d'emploi des jeunes :  $(\text{Actifs occupés de 15-24 ans} / \text{Population en âge de travailler de 15-24 ans}) \times 100$

Le Bureau International du Travail (BIT) utilise 4 critères pour définir les chômeurs :

- Etre en âge de travailler
- Etre sans emploi (même pas une heure de travail)
- Etre à la recherche d'un emploi
- Etre disponible dans les 15 jours pour commencer à travailler

L'INSEE utilise ces critères. Cela permet une **comparaison internationale** entre pays.

Nous pouvons aussi définir le chômage autrement, en utilisant vos souvenirs de 1<sup>ère</sup>.

En classe de première vous avez vu que, sur le marché, des offreurs et des demandeurs se rencontraient pour échanger. Sur le marché des biens et des services, les offreurs sont les entreprises alors que les demandeurs sont les consommateurs, les ménages.

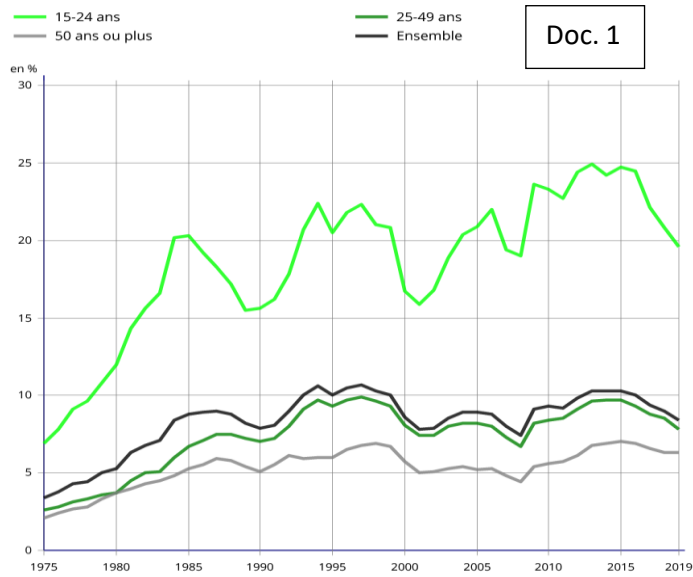
**Sur le marché du travail en revanche c'est le contraire.**

Les travailleurs offrent leur force de travail, leur temps, compétences aux entreprises qui sont demandeurs sur le marché du travail. Ainsi **les travailleurs sont les offreurs et les entreprises les demandeurs sur le marché du travail**. Le « prix » sur le marché du travail est le salaire. Ce sont bien les demandeurs (les entreprises) qui rémunèrent les travailleurs (offreurs) pour leur force de travail.

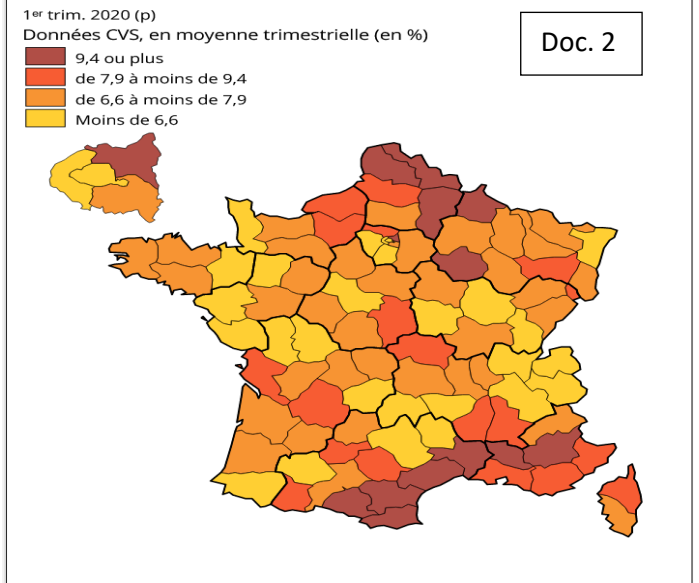
Les chômeurs peuvent être alors considérés comme des offreurs qui ne trouvent pas de demandeurs sur le marché du travail. C'est un **excès d'offre sur le marché du travail**.

**Activité n°2 - Etude de documents**  
**Comment relever les idées importantes d'un document statistique ?**

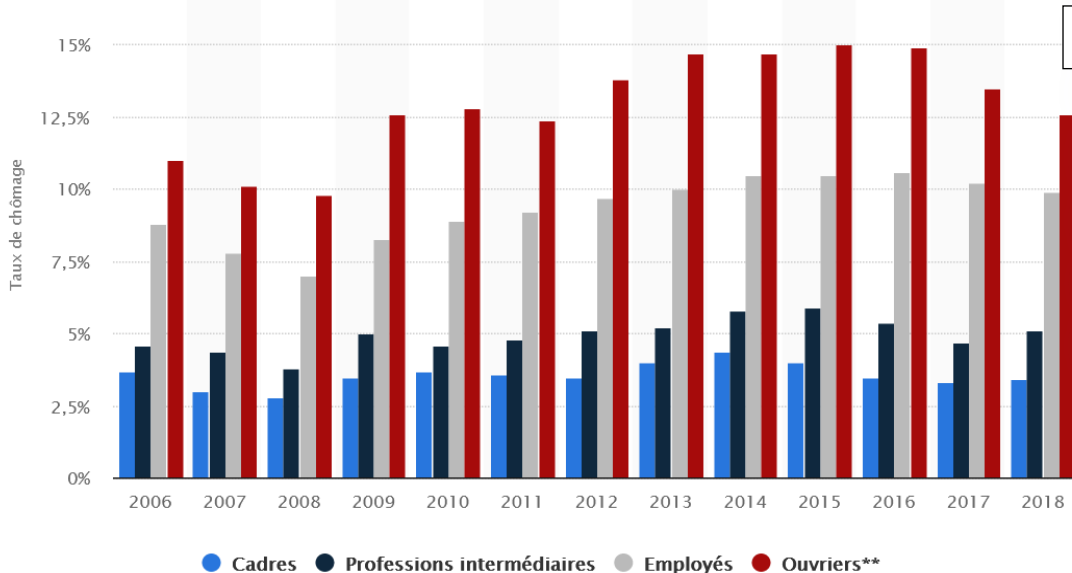
**Chômage selon l'âge : taux de chômage**



**Taux de chômage localisés au 1<sup>er</sup> trimestre 2020 : comparaisons départementales**



**Part des personnes à la recherche d'un emploi en France de 2006 à 2018, selon la catégorie socioprofessionnelle**



1. Relever les **informations pertinentes** du document 1 (en rédigeant des phrases comprenant des %)
2. Relever les **informations pertinentes** du document 2 (en rédigeant des phrases comprenant des %)
3. Relever les **informations pertinentes** du document 3 (en rédigeant des phrases comprenant des %)

## Quelques données sur le taux d'emploi

Doc. 4

**Taux d'emploi BIT dans la population des 15-64 ans**  
(France métropolitaine, quatrième trimestre 2017)

| <i>Taux d'emploi en %</i>               |      |
|---|------|
| Ensemble des 15-64 ans                  | 65,7 |
| Hommes                                  | 69,3 |
| Femmes                                  | 62,3 |
| 15-24 ans                               | 29,8 |
| 25-49 ans                               | 81,0 |
| 50-64 ans                               | 62,2 |
| Emploi en CDI                           | 49,1 |
| Emploi en CDD et intérim                | 8,1  |
| Emploi à temps complet                  | 53,9 |
| Emploi à temps partiel                  | 11,8 |
| Taux d'emploi en équivalent temps plein | 60,9 |
| Hommes                                  | 67,0 |
| Femmes                                  | 55,0 |

Comment bien lire les données d'un document statistique ?

Source : Insee, enquête Emploi, [Informations Rapides n°38, 15 février 2018](#).

## Résumé introduction

Le **chômage**, selon l'INSEE et le BIT, se définit comme le fait d'être en âge de travailler, ne pas avoir d'emploi, d'en rechercher un et d'être disponible dans les 15 jours. Le taux de chômage se calcule en divisant le nombre d'**actifs inoccupés** par la **population active**. Les économistes peuvent aussi calculer le taux de chômage pour différentes populations (ex : les jeunes, les femmes, les hommes).

Une autre manière de définir le chômage serait de dire qu'il s'agit des **offreurs de travail** qui n'ont pas trouvé de **demandeurs de travail** sur le **marché du travail**.

Les individus actifs occupant un emploi sont les **actifs occupés**. Les économistes calculent le **taux d'emploi** en divisant le nombre d'**actifs occupés** par la **population en âge de travailler**. Ils peuvent aussi calculer le taux d'emploi pour différentes populations (hommes, femmes, jeunes...)

Ces **actifs occupés** peuvent soit être à **temps plein** (35h) ou à **temps partiel** (moins de 35h).

Le **sous-emploi** se définit comme l'ensemble des personnes actives occupées, à temps partiel, qui souhaiteraient travailler davantage, c'est le **temps partiel subi**.

A la fin de cette introduction, je suis capable de :

- définir le chômage au sens du BIT (**activité n°1**)
- définir le sous-emploi (**activité n°1**)
- calculer le taux de chômage (**activité n°1**)
- calculer le taux d'emploi (**activité n°1**)
- commenter un document statistique (**activité n°2**)

## 1<sup>ère</sup> partie : Comment expliquer le chômage ?

Les économistes distinguent le **chômage structurel** (de long terme) et le **chômage conjoncturel** (dû à la *situation économique du moment*, ex : une crise économique).

Pour comprendre la distinction entre « structurel » et « conjoncturel », voici une comparaison : vous pouvez avoir une mauvaise note en note en mathématiques pour deux raisons :

- 1) une raison structurelle (*vous êtes mauvais en maths, et cela depuis le CE1*)
- 2) une raison conjoncturelle (*en ce moment, vous êtes en plein déménagement, vous n'avez pas pu réviser mais autrement vous auriez eu une bonne note*).

### A. Comment expliquer le chômage structurel ?

#### 1. Les problèmes d'appariement sur le marché du travail créent du chômage

- **Qu'est-ce que l'appariement ?**

L'appariement c'est le fait que deux personnes se rencontrent. Tinder, Meetic sont des entreprises professionnelles de l'appariement. En effet elles cherchent à faire rencontrer des hommes/femmes avec d'autres hommes/femmes pour former un couple, une paire (appariement est de la même famille que paire).

Sur le marché du travail, un offreur et un demandeur vont tenter de se rencontrer, de savoir s'ils sont compatibles (en termes d'emplois, de qualifications, compétences, niveau de salaire). Un ingénieur au chômage ne va pas prendre le 1<sup>er</sup> emploi venu (ex : serveur dans un bar). Il va rechercher dans sa branche avant de trouver l'emploi « fait » pour lui.

L'appariement, c'est donc le fait de trouver « *chaussures à son pied* » : **un offreur de travail rencontre un demandeur de travail et leur rencontre se conclut par une embauche.**

Or l'appariement sur le marché du travail est loin d'être facile, des obstacles empêchent cet appariement et peuvent créer du chômage. Voyons deux exemples.

#### a) Les inadéquations de qualification empêchent la rencontre entre l'offre et la demande de travail

Chaque année la DARES (Direction de l'Animation de la Recherche, des études et des statistiques) publie un document présentant le nombre d'**emplois vacants**. Comment expliquer qu'il existe des emplois vacants et des chômeurs en même temps ?

Cela s'explique tout simplement par le fait que **les emplois vacants se situent dans un secteur précis** (ex : la construction) **alors qu'il existe des chômeurs dans un autre secteur** (ex : la restauration). Il y a mauvais appariement car les chômeurs n'ont pas l'expérience, les qualifications requises pour être recrutés dans les secteurs où il existe des emplois vacants. Cette **inadéquation entre qualifications** empêche l'appariement sur le marché du travail et crée du chômage.

[Extrait du journal de France 2 sur ce thème](#)

#### b) Les inadéquations spatiales empêchent la rencontre entre l'offre et la demande de travail

Un électricien au chômage à Perpignan (Sud de la France) recherche un emploi dans son secteur. Au même moment, un employeur à Dunkerque (Nord de la France) recherche un électricien. Il serait alors logique que l'électricien déménage à Dunkerque pour travailler. Le problème est que le chômeur peut ne pas être mobile tout de suite. Il peut avoir des obligations familiales (son/sa conjointe(e) qui a son emploi à Perpignan) qui l'empêchent de déménager tout de suite. Il existe des **délais à la mobilité géographique** qui empêche l'appariement sur le marché du travail et qui crée du chômage.

## 2. Les asymétries d'information sur le marché du travail créent du chômage

**L'asymétrie d'information**, c'est le fait qu'un agent économique dispose de moins d'informations qu'un autre agent économique mieux informé.

Voici deux exemples :

- 1) un chômeur (offreur de travail) peut ignorer qu'un employeur recrute ailleurs en France
- 2) l'employeur (demandeur de travail) ne sait pas si le travailleur (offreur) qu'il va recruter est productif ou si une fois recruté, il va être efficace, impliqué.

### a) Le manque d'information empêche la rencontre de l'offre et de la demande sur le marché du travail

Imaginons un électricien au chômage qui habite Brest (en Bretagne, Ouest de la France) et un employeur à Guéret (Centre de la France) qui souhaiterait recruter un électricien. L'électricien qui habite Brest était prêt à déménager mais il ignore qu'une entreprise souhaite le recruter. Ici, l'employeur est bien informé, il sait qu'il recrute. En revanche, le chômeur n'a pas connaissance de cette opportunité. A cause de cette ignorance, de cette asymétrie d'information, la période de chômage peut durer et le chômage augmenter.

### b) Le phénomène d'anti sélection incite les entreprises à appliquer un salaire d'efficience

#### **Rappel de Première**

En 1<sup>ère</sup> vous avez vu que l'asymétrie d'information pouvait mener à un échec du marché (**chapitre sur les défaillances de marché**). Nous avons vu que lorsque le demandeur, sur le marché des voitures d'occasions, n'a pas accès à toute l'information sur la qualité des voitures, il diminuait le prix auquel il était prêt à acheter. En diminuant son prix d'achat, il va faire fuir les « bonnes » voitures. Il ne restera alors que les « mauvaises » voitures sur le marché. Conscient de cela, le demandeur va lui aussi quitter le marché car il ne souhaite pas acheter des voitures de faible qualité. **L'asymétrie d'information conduit donc à l'échec du marché.**

Nous allons maintenant appliquer ce raisonnement au marché du travail.

Cette fois le demandeur c'est l'entreprise et l'offreur le travailleur. Il y a asymétrie d'information car l'offreur connaît ses qualités, ses compétences, expériences et sa motivation. Le recruteur (demandeur de travail), lui, ignore cela. En position d'asymétrie d'information et en situation d'incertitude, l'entreprise va alors diminuer le salaire auquel elle était prête à recruter le travailleur. Ce faisant, elle va décourager les « bons » travailleurs (productifs) de venir travailler dans cette entreprise. Il ne restera alors que les travailleurs les moins productifs.

- Que peut faire l'entreprise pour éviter cette fuite des talents ?

L'entreprise va proposer un salaire plus élevé aux travailleurs afin d'attirer les meilleurs travailleurs, les talents. Ce salaire plus élevé s'appelle le **salaire d'efficience** car il permet à l'entreprise d'attirer les travailleurs les plus productifs et qui permettront à l'entreprise d'être plus efficace et productive.

Le problème c'est que ce salaire d'efficience a une contrepartie. L'entreprise a des ressources financières limitées. Si elle accepte d'augmenter le salaire de quelques travailleurs, cela se fait au prix d'un nombre plus faible de travailleurs recrutés. Le salaire d'efficience nuit ainsi à l'emploi et peut créer du chômage.

*Ici nous avons vu qu'il existait une asymétrie d'information au moment du recrutement du travailleur, soit avant même que le travailleur n'ait commencé à travailler. C'est une asymétrie d'information ex ante. Il existe aussi une asymétrie d'information après que le travailleur ait été recruté (c'est une asymétrie d'information ex post).*

c) Le phénomène d'aléa moral incite les entreprises à appliquer un salaire d'efficience

**Rappel de première**

En 1<sup>ère</sup> vous avez vu que l'asymétrie d'information pouvait mener à un échec du marché (**chapitre sur les défaillances de marché**). Lorsqu'un agent économique est assuré contre un risque, il a tendance à prendre davantage de risques, surtout s'il sait qu'on ne peut pas l'observer, c'est l'**aléa moral**.

Ex : un automobiliste est assuré auprès d'une compagnie d'assurance en cas d'accidents. Se sachant couvert en cas d'accidents, l'automobiliste prend davantage de risque et fait moins attention à sa conduite. Le problème est qu'il risque justement d'avoir plus d'accidents.

Nous allons appliquer ce raisonnement au marché du travail.

Une fois recruté, le travailleur surtout s'il n'est pas observé, peut « procrastiner », moins travailler ou être moins efficace, moins productif. L'entreprise ne sera alors pas aussi productive qu'elle le souhaiterait.

- Que peut faire l'employeur pour inciter ses travailleurs à être performant, productif ?

Face à des travailleurs qui pourraient être plus productifs mais qui ne le sont pas, l'entreprise va appliquer ici aussi un **salaire d'efficience**. Elle va augmenter le salaire de ses travailleurs afin qu'ils soient plus motivés et plus productifs. L'idée est que **le salaire d'efficience incite les travailleurs à être plus productif** et donc permet à l'entreprise d'être plus efficace.

Le problème est que ce salaire d'efficience a une contrepartie. L'entreprise a des ressources financières limitées. Si elle accepte d'augmenter le salaire de ses travailleurs, cela se fait au prix d'un nombre plus faible de travailleurs recrutés. Le salaire d'efficience nuit ainsi à l'emploi et peut créer du chômage.



## Activité n°3 - Restituer un raisonnement logique en SES (1 /2)

Dans votre copie (EC1, EC3 ou dissertation), il vous faudra utiliser des **mécanismes**, **théories économiques** pour appuyer votre argumentation. Il ne vous suffira pas d'expliquer brièvement les conclusions auxquelles sont arrivés les économistes, il vous faudra retracer l'enchaînement logique, chaque étape du raisonnement.

Exemple 1 :

**Expliquer en quoi la présence d'asymétries d'information sur le marché du travail crée du chômage**

*Etape 1 : **l'asymétrie d'information** est une situation où un agent économique moins bien informé est en relation avec un autre agent économique mieux informé que lui.*

*Etape 2 : Sur le marché du travail, le demandeur (l'entreprise) est dans ce type de situation puisqu'il ne connaît pas précisément les qualités humaines, les réelles compétences, motivations de la personne qu'il va recruter.*

*Etape 3 : Cette asymétrie d'information va influencer le demandeur de travail. Face à cette incertitude, le demandeur de travail va proposer un salaire plus faible aux offreurs de travail.*

*Etape 4 : En faisant cela, il va désinciter les offreurs les plus productifs, les plus compétents à candidater auprès de l'entreprise.*

*Etape 5 : Finalement, il ne restera que les offreurs, travailleurs les moins productifs.*

*Etape 6 : Pour éviter de n'avoir aux entretiens de recrutement que des travailleurs peu productifs, l'entreprise va donc prendre une décision. Elle va accepter de payer un salaire plus élevé, pour attirer les meilleurs talents. C'est le **salaire d'efficience**.*

*Etape 7 : Si toutes les entreprises reproduisent le même raisonnement et acceptent de payer un salaire plus élevé, en contrepartie elles recruteront moins de travailleurs, leurs ressources financières étant limitées. En recrutant moins, **le chômage augmente**.*

## Activité n°4 - Restituer un raisonnement logique en SES (2 /2)

Dans votre copie (EC1, EC3 ou dissertation), il vous faudra utiliser des **mécanismes**, **théories économiques** pour appuyer votre argumentation. Il ne vous suffira pas d'expliquer brièvement les conclusions auxquelles sont arrivés les économistes, il vous faudra retracer l'enchaînement logique, chaque étape du raisonnement.

Exemple 2 :

**Expliquer en quoi la présence d'asymétries d'information sur le marché du travail crée du chômage.**

*Etape 1 : l'asymétrie d'information*

*Etape 2 :*

*Etape 3 :*

*Etape 4 :*

*Etape 5 :*

*Etape 6 :*

### 3. Les institutions sur le marché du travail créent-elles du chômage ?

- *Qu'est-ce que sont les institutions ?*

Les **institutions** sont un ensemble de règles juridiques qui assurent le bon fonctionnement du marché.

Il existe des **institutions sur le marché du travail** : les règles de licenciement que les entreprises doivent respecter, les règles de non-discrimination, et d'autres règles comme l'imposition d'un salaire minimum interprofessionnelle de croissance (SMIC) imposé par l'Etat.

Pour certains économistes, ces institutions peuvent parfois nuire à l'emploi et créer du chômage.

#### a) Le salaire minimum crée-t-il du chômage ?

Pour certains économistes, le salaire minimum serait un frein à l'emploi. Deux économistes (David Card et Alan Krueger) ont voulu tester cette théorie économique, la confronter à la réalité. Voici leur **expérience « naturelle »**.

#### **Activité n° 5 : Une histoire de fast-food**

Le 1<sup>er</sup> avril 1992, le salaire minimum a brusquement augmenté de près de 19% dans l'Etat du New Jersey. En revanche, il n'a pas bougé dans l'Etat voisin de Pennsylvanie. David Card et Alan Krueger ont profité de cette expérience « naturelle » pour tenter d'évaluer l'effet d'une hausse du salaire minimum sur l'embauche des personnes concernées par ce salaire. Pour cela, ils ont comparé l'évolution du niveau de l'emploi dans les fast-foods situés au New Jersey et en Pennsylvanie. Les fast-foods emploient une main d'œuvre majoritairement peu qualifiée et rémunérée, le plus souvent, au salaire minimum. La rentabilité de ces restaurants dépend ainsi directement de ce niveau de salaire et l'on doit s'attendre à ce que l'emploi de ce secteur soit particulièrement sensible à ses variations. Pour vérifier la pertinence d'un tel diagnostic, ils ont collecté des données portant sur 473 restaurants du secteur de la restauration rapide.

Pour David Card et Alan Krueger, la conclusion délivrée par l'exploitation de ces enquêtes ne fait aucun doute : la hausse du salaire minimum n'a pas eu d'impact négatif sur l'emploi dans les fast-foods du New Jersey. Un résultat inimaginable pour beaucoup d'économistes.

*Les ennemis de l'emploi, le chômage, fatalité ou nécessité, P. Cahuc et A. Zylberberg, 2015*

Leur expérience naturelle a donc contredit la théorie économique. Nous ne pouvons pas dire que le salaire minimum crée toujours du chômage puisque comme nous venons de le lire, il y a eu une hausse du salaire minimum dans le New Jersey sans augmentation du chômage.

Cela signifie-t-il que la théorie économique était totalement fautive ? Pas tout à fait. En réalité, tout dépend quel est le **niveau du salaire minimum**.

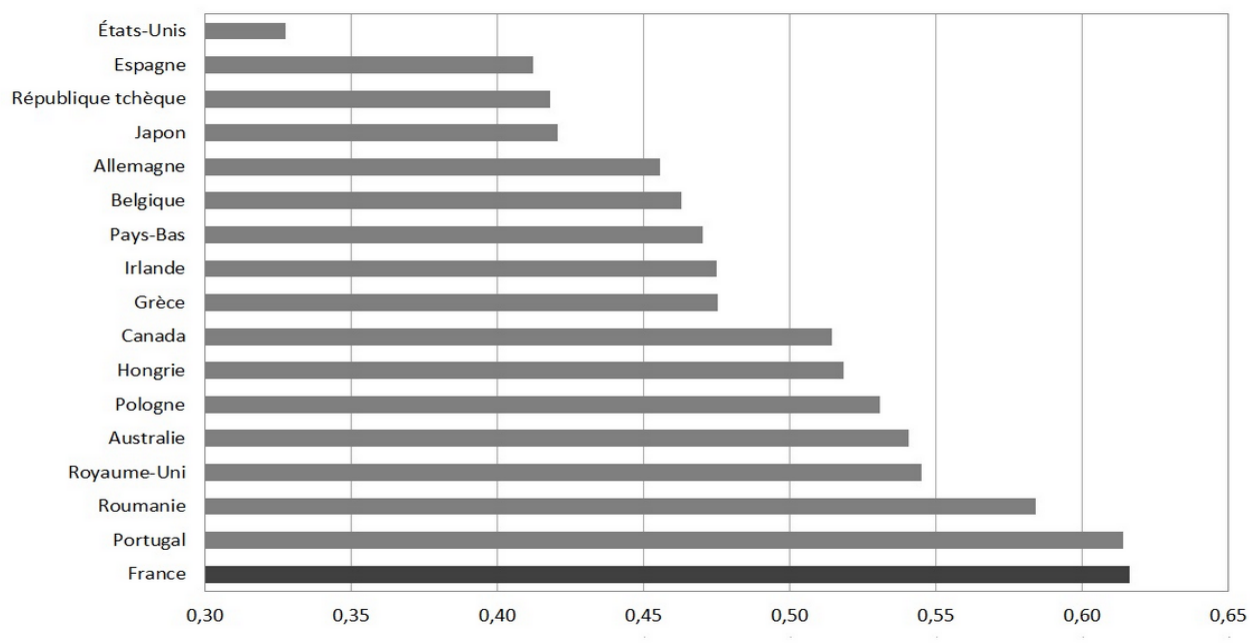
Lorsqu'un demandeur de travail (les entreprises) souhaite recruter un nouveau travailleur, il va comparer le **coût du travail** (salaire + cotisations sociales) à la **productivité du travail** (ce qu'il apporte à l'entreprise).

Si le coût du travail est supérieur à la productivité du travail, l'entreprise ne recrutera pas.

En revanche si le coût du travail est inférieur ou égal à la productivité du travail, l'entreprise recrutera.

Aux Etats-Unis, le salaire minimum est très faible comparé à la France. Augmenter le salaire minimum aux Etats-Unis n'a donc pas de conséquence sur le chômage. En revanche, en France, où le salaire minimum est à un niveau plus élevé, le salaire minimum peut désinciter les entreprises à recruter car le coût du travail se retrouve supérieur à la productivité des travailleurs. Le **document suivant** nous montre le ratio (Salaire minimum / salaire médian). Nous voyons que ce ratio est bien plus élevé en France qu'aux Etats-Unis.

**Graphique 7 : Ratio salaire minimum sur salaire médian pour les salariés à temps plein en 2018**



Source : OCDE, [OECD.Stat](#). Consulté le 22 juin 2020.

### **Le salaire minimum cause-t-il du chômage ?**

**Le salaire minimum peut être un frein à l'emploi lorsqu'il est fixé à un niveau élevé (supérieur à la productivité des travailleurs)** comme cela semble être le cas en France. Les entreprises comparent en effet la productivité des salariés et leur niveau de salaire. Si le salaire est égal ou inférieur à la **productivité des travailleurs**, les entreprises recrutent, dans l'autre cas, elles ne recrutent pas.

**Si le salaire minimum est fixé à un niveau supérieur à la productivité des travailleurs, alors il peut causer du chômage.**

Alors que dans d'autres pays comme les Etats-Unis, le salaire minimum est fixé à un niveau faible, inférieur à la productivité des travailleurs. L'augmenter ne nuira pas à l'emploi. Au contraire même, la fixation d'un salaire minimum pourra même augmenter le pouvoir d'achat des ménages.

### **b) Les règles de protection de l'emploi créent-elles du chômage ?**

#### *Les objectifs de la protection de l'emploi*

La législation sert tout d'abord à protéger les salariés contre les ruptures du contrat de travail ne respectant pas les droits fondamentaux de la personne. En France, le préambule de la Constitution de 1946 dispose que « nul ne peut être lésé, dans son travail ou son emploi, en raison de ses origines, de ses opinions ou de ses croyances ». Le code du travail s'inspire de ce préambule et stipule que tout licenciement doit être motivé par « une cause réelle et sérieuse ». En particulier, il ne doit être fait aucune référence à l'origine, au sexe, aux mœurs, à la situation de famille, à la nationalité, à l'ethnie, à la religion, à l'état de santé, à l'état de grossesse. Un licenciement ne respectant pas ces dispositions est considéré comme abusif. Il donne lieu à des sanctions pénales et à des dommages et intérêts.

#### *La protection de l'emploi protège mal l'emploi*

Une législation rendant plus difficiles les licenciements a un effet ambigu sur le volume de l'emploi. Elle réduit certes les destructions d'emplois, mais elle diminue aussi les créations, car les entreprises craignent de ne pouvoir, à l'avenir, détruire des emplois non rentables protégés par cette législation.

*Les ennemis de l'emploi, le chômage, fatalité ou nécessité, P. Cahuc et A. Zylberberg, 2015*

## B. Comment expliquer le chômage conjoncturel ?

Le **chômage conjoncturel** est celui qui s'explique par la situation économique du moment (ex : une crise économique). Il s'oppose au **chômage structurel** qui ne dépend pas de la situation économique du moment mais du fonctionnement du marché (asymétries d'information, présence d'institutions).

- *Qu'est-ce qu'un choc ?*

Un choc est un événement, une situation qui va affecter (positivement ou négativement) la demande ou l'offre.

### 1. Un choc de demande négatif crée du chômage

Un **choc de demande** négatif est un événement qui va venir diminuer la **demande** (des ménages, des entreprises). Cette baisse de la demande va signifier moins de **consommation** des ménages résidents ou non-résidents (ex : achat de biens de consommation), moins d'**investissements** de la part des entreprises (moins d'achat de nouvelles machines (FBCF)).

Or si la demande diminue, les entreprises (demandeurs de travail) seront moins incitées à recruter. Pire, elles peuvent être obligées de licencier. Si elles recrutent moins, cela va augmenter le chômage.

Exemples de chocs de demande négatifs :

- Une crise économique diminuant les revenus des ménages et faisant disparaître des entreprises
- Une diminution des salaires des ménages
- Une diminution des exportations (donc de la demande étrangère)
- Une crise sanitaire (durant le confinement, les Français ont moins consommé)

Ces différents chocs de demande négatifs vont avoir pour conséquence la hausse du chômage (car les entreprises feront faillite ou n'auront plus autant besoin de travailleurs).

### 2. Un choc d'offre négatif crée du chômage

Un **choc d'offre** négatif est un événement qui va diminuer l'**offre** (des entreprises) sur le marché des biens et services. Cette baisse de l'offre va signifier que les entreprises (demandeurs de travail) n'auront plus autant besoin de travailleurs pour produire une quantité de produits plus faible. Les entreprises vont donc licencier des salariés et ne plus recruter pour rester rentables. Le chômage va augmenter.

Le choc d'offre négatif s'explique par une **hausse des coûts de production** des entreprises.

Exemples de chocs d'offre négatifs :

- Le choc pétrolier de 1973 : le coût des matières premières (pétrole) a fortement augmenté obligeant les entreprises françaises, européennes à diminuer leur production et donc à se séparer de salariés.

## Résumé de la 1<sup>ère</sup> partie

Le **chômage structurel** s'explique de plusieurs manières :

Il existe des **problèmes d'appariement** (de rencontre) sur le marché du travail entre les offreurs de travail (les travailleurs) et les demandeurs de travail (les entreprises). Il peut exister des **frictions, inadéquations** entre les besoins des entreprises et les besoins des travailleurs (incompatibilité en termes de qualification ou en termes de lieu géographique, problème de mobilité géographique).

La présence d'**asymétries d'information** sur le marché du travail explique aussi le chômage structurel. Le demandeur de travail ignore avant même de recruter l'offreur de travail quelles sont ses compétences réelles, sa motivation. Cette asymétrie d'information mène à un **phénomène d'antisélection**.

De même l'entreprise ignore si son travailleur va travailler efficacement et au mieux. Cette asymétrie d'information mène à une situation d'**aléa moral**.

Pour pallier ces problèmes, les entreprises mettent en place un **salaire d'efficience** plus élevé pour attirer les travailleurs les plus productifs et pour inciter ses travailleurs à être productifs.

La contrepartie de ce salaire d'efficience plus élevé est que les entreprises recruteront moins générant du chômage.

Enfin la présence d'**institutions** sur le marché du travail peut causer du chômage. Lorsque le **salaire minimum** est à un niveau élevé (supérieur à la productivité des travailleurs), les entreprises sont découragées de recruter. De même des **règles de protection de l'emploi trop strictes** vont découragées les entreprises de recruter.

Le **chômage conjoncturel**, lui, s'explique de deux manières :

Il peut survenir après un **choc de demande négatif** (baisse du pouvoir d'achat des ménages, diminution des exportations, faillite d'entreprises suite à une crise économique).

Il peut aussi survenir après un **choc d'offre positif** (hausse des coûts de production des entreprises les obligeant à réduire leur production, ex : hausse du coût des matières premières).

Ces deux chocs négatifs auront pour conséquence la hausse du chômage.

A la fin de cette première partie, je suis capable de :

- définir chômage structurel
- expliquer les problèmes d'appariement sur le marché du travail
- définir ce qu'est une asymétrie d'information (**activité n°3 et n°4**)
- expliquer le phénomène d'aléa moral (**activité n°4**)
- expliquer ce qu'est le salaire d'efficience (**activité n°3 et n°4**)
- définir le terme « institutions »
- expliquer si le salaire minimum crée du chômage (**activité n°5**)
- citer des règles de protection de l'emploi (**activité n°6**)
- Expliquer que les règles de protection de l'emploi peuvent créer du chômage (**activité n°6**)
- Définir le chômage conjoncturel
- Expliquer l'effet d'un choc de demande négatif sur le chômage
- Expliquer l'effet d'un choc d'offre négatif sur le chômage

## A. Comment lutter contre le chômage structurel ?

### 1. La baisse du coût du travail peut diminuer le chômage

#### Activité n° 7 : Qu'est-ce que le **coût du travail** ?

Un électricien (Bob) regarde ses comptes bancaires en ligne. Il observe que son salaire est bien arrivé sur son compte en banque (1700€), il s'agit du salaire ..... Regardant son bulletin de salaires, il observe la mention d'un autre salaire de 2100€ (c'est le salaire .....). Bob aurait bien voulu recevoir ce salaire brut, cependant il sait que les 400€ de ..... vont servir à financer .....

Avec ce salaire ....., il va pouvoir soit ..... soit .....

Du côté de l'employeur, Bob ne lui a pas seulement coûté 1700€. En effet l'employeur doit aussi acquitter des .....(ici 500€) Ces ..... financent aussi .....

Au final le coût du travail pour l'employeur a été égal à :

Le coût du travail est ainsi égal à :

Une entreprise qui souhaite recruter un nouveau travailleur, elle va comparer le **coût du travail** (salaire + cotisations sociales) à la **productivité du travail** (ce qu'il rapporte à l'entreprise). Si le coût du travail est supérieur à la productivité du travail, l'entreprise ne recrutera pas.

En revanche si le coût du travail est inférieur ou égal à la productivité du travail, l'entreprise recrutera.

Diminuer le coût du travail peut alors permettre d'inciter les entreprises à recruter car le facteur travail apparaîtra moins cher. De plus diminuer le coût du travail permet aussi d'améliorer la **compétitivité prix** des entreprises, leurs ventes et donc leur production future.

Le gouvernement français a mis en place plusieurs **dispositifs** visant à **diminuer les cotisations sociales** sur les bas salaires (pour les travailleurs les moins productifs) afin de diminuer le coût des travailleurs les moins qualifiés, les moins productifs (ex : le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi – **CICE** et le **Pacte de responsabilité**).

#### Activité n° 8 : Quels sont les effets d'une baisse du coût du travail ?

La France fait face à un double problème : celui d'un chômage élevé et concentré sur les personnes les moins qualifiées et celui d'une dégradation des parts de marchés, plus rapide que dans les autres pays européens. Dans les deux cas, le coût du travail a été mis en avant. Les allègements récents de prélèvements obligatoires, à l'instar du CICE et du Pacte de responsabilité, ont poursuivi un double objectif de réduction du chômage et d'amélioration de la compétitivité-prix. [...]

Nous rappelons que la stratégie allemande de compétitivité des années 2000 a été davantage une baisse, ou une modération, des coûts salariaux dans les secteurs à bas salaires (services) que dans le secteur manufacturier. En utilisant des données très détaillées d'entreprises, nous montrons dans cette *Note* que les baisses du coût du travail lorsqu'elles sont concentrées sur les bas salaires ont bien un impact positif sur l'emploi. Nous trouvons aussi qu'elles peuvent, dans certaines conditions, aider la compétitivité des entreprises exportatrices.

## 2. La formation des travailleurs peut diminuer le chômage

Le chômage touche surtout les travailleurs les moins qualifiés (les moins diplômés). Le gouvernement peut alors tenter de former ces travailleurs (**Pôle Emploi** a une mission de formation des travailleurs par exemple) d'accroître leurs compétences, savoir-faire. En formant les travailleurs, ces derniers auront davantage d'opportunités d'emplois. Les entreprises ont aussi un rôle à jouer en termes de formation. Elles forment leurs travailleurs (c'est la **formation professionnelle**).

Nous avons vu que les travailleurs moins qualifiés pouvaient être victimes du progrès technique. Nous avons aussi vu que l'innovation suivait un **processus de destruction créatrice**. Cela signifie que le progrès technique détruit des emplois dans des secteurs non rentables mais en créent de nouveaux dans d'autres secteurs. Former les travailleurs peut leur permettre de changer de secteur et de ne plus être au chômage.

**La formation des travailleurs améliore leur mobilité entre secteurs de production.**

Encore faut-il que les moins qualifiés et les chômeurs bénéficient de ces formations. Or ce sont les cadres (donc déjà qualifiés) qui bénéficient le plus de ces formations.

[Extrait du journal de France 2 sur ce thème](#)

## 3. Une politique de flexibilisation du marché du travail peut diminuer le chômage

Certains gouvernements comme celui du **Danemark** a mis au point une stratégie visant à diminuer le chômage structurel : la **flexisécurité**. Il s'agit de modifier les règles de protection de l'emploi (voire 1<sup>ère</sup> partie – A – 3) – b.), de **flexibiliser** le marché du travail afin d'inciter les entreprises à recruter. En contrepartie de cette **flexibilité** accrue, le gouvernement danois a reconnu davantage de **sécurité** aux travailleurs (allocations chômage plus élevées, meilleure formation des chômeurs).

**L'objectif n'est pas de protéger l'emploi mais les employés, les travailleurs.**

[Extrait du journal de France 2 sur ce thème](#)

*Certains critiquent cette politique de flexibilisation du marché du travail. Pour certains économistes dits keynésiens, ce n'est pas en amoindrissant les règles protégeant les travailleurs que le chômage diminuera. Pour eux, le chômage est un problème de demande.*



## B. Comment lutter contre le chômage conjoncturel ?

### 1. L'Etat peut relancer l'activité économique en utilisant la dépense publique

Lorsqu'un pays connaît une crise économique (une récession économique, voire une dépression économique), le gouvernement est alors obligé d'intervenir afin de soutenir l'activité économique. L'Etat va alors mener des **dépenses publiques importantes** afin de soutenir la **demande**.

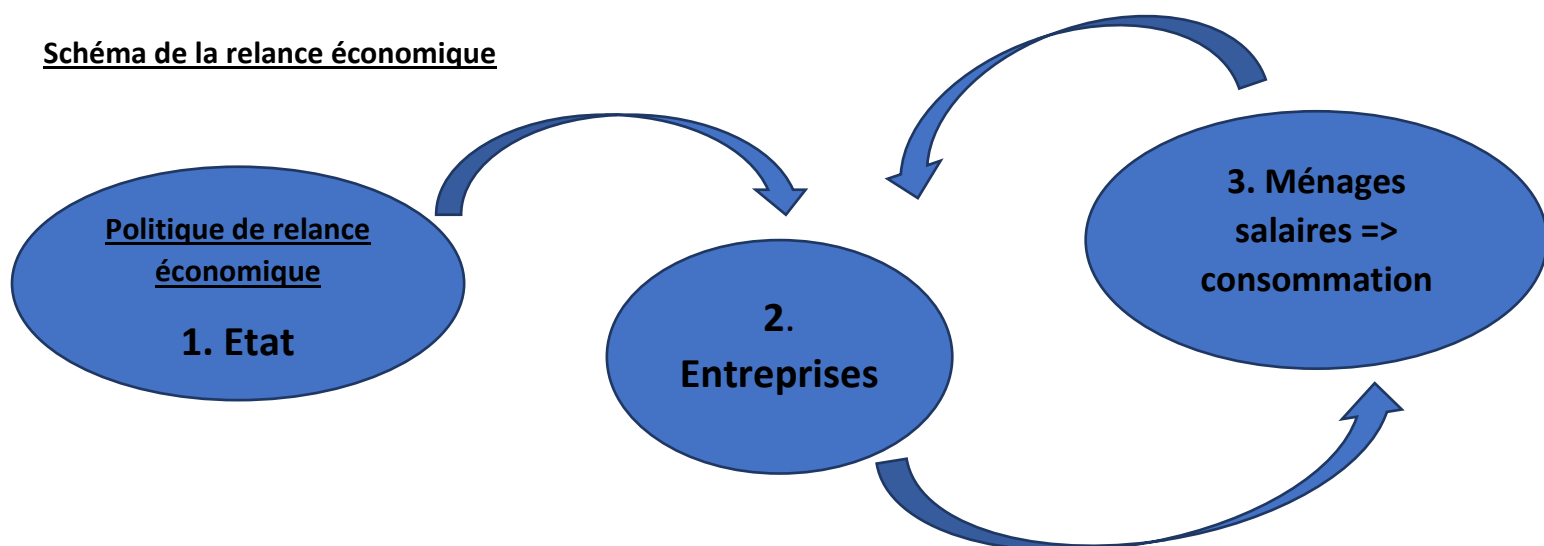
Après la crise de 1929 aux Etats-Unis, une politique dite de **relance économique** a été mise en place par Franklin Roosevelt à partir de 1933. Sa politique a été baptisée politique du **New Deal**. Elle a visé à mener de nombreux projets d'envergure (construction et rénovation de ponts, barrages, routes). Ces grands travaux ont eu plusieurs conséquences qui ont atténué les effets de la crise de 1929.

#### Mécanisme de relance économique :

L'Etat mène une **politique de grands travaux**. Il va avoir recours à de nombreuses entreprises de construction. Ces entreprises, elles-mêmes, vont alors avoir besoin de main d'œuvre (facteur travail) mais aussi de machines, elles vont investir. Nous pourrions croire que les conséquences de cette politique de relance s'arrêtent là, mais non. En effet les travailleurs recrutés vont alors recevoir des salaires qu'ils vont dépenser en consommant des biens (ex : achat de biens de consommation) que des entreprises vont devoir produire. Pour produire, les entreprises auront encore une fois recours à des travailleurs. De même lorsque les entreprises doivent acheter de nouvelles machines pour réaliser les grands travaux, elles vont acheter ces machines à d'autres entreprises qui elles-mêmes vont recruter des travailleurs.

Ainsi la dépense initiale de l'Etat va entraîner de nombreuses autres dépenses comme un **cercle vertueux**. La politique de grands travaux a ainsi permis de diminuer le taux de chômage aux Etats-Unis durant les années 30.

#### Schéma de la relance économique



Cette politique est qualifiée de **keynésienne**, du nom de l'économiste John Maynard Keynes.

### 2. L'Etat peut inciter les entreprises à investir

L'Etat peut aussi chercher à **inciter les entreprises à investir** (FBCF – achat de nouvelles machines). Les entreprises peuvent investir lorsque leurs machines sont obsolètes ou bien lorsqu'elles ont besoin de produire davantage. Elles peuvent hésiter à renouveler leurs machines lorsque le coût du facteur capital est élevé. L'Etat peut alors subventionner les entreprises, c'est-à-dire qu'il leur accordera une baisse d'impôt si elles achètent de nouvelles machines.

En achetant ces machines, les entreprises vont s'adresser à d'autres entreprises qui elles-mêmes vont devoir recruter de nouveaux travailleurs, voire acheter de nouvelles machines. L'activité économique est relancée.

### 3. L'Etat peut soutenir la consommation des ménages

Enfin l'Etat peut essayer d'**augmenter le revenu disponible des ménages**. Le revenu disponible d'un ménage se compose notamment de son salaire, puis d'autres revenus (des revenus de transfert comme les allocations familiales, allocations chômage...) auxquels vont être déduits les **prélèvements obligatoires** (ex : les impôts). L'Etat peut chercher à augmenter le **revenu disponible des ménages** afin qu'ils augmentent leur consommation, leurs dépenses. Ces dépenses devant relancer l'activité économique car elles s'adresseront aux entreprises.

Pour augmenter le revenu disponible des ménages, l'Etat peut soit :

- Augmenter le salaire minimum
- Augmenter le montant des allocations, aides sociales (ex : allocations chômage, RSA)
- Diminuer les impôts payés par les ménages

## Résumé de la 2<sup>ème</sup> partie

*Il existe plusieurs solutions pour lutter contre le chômage.*

*Tout d'abord, pour **lutter contre le chômage structurel**, le gouvernement cherche à diminuer le **coût du travail** pour inciter les entreprises à recruter. Cette baisse du coût du travail passe par une diminution des **cotisations sociales**. Ensuite l'Etat cherche à mieux former les travailleurs peu qualifiés, touchés par le chômage. Enfin la mise en place de la **flexicurité** vise à réduire les règles de protection de l'emploi (volant **flexibilité**) tout en encadrant mieux les chômeurs (volant **sécurité** : formation, indemnisation, suivi).*

*Ensuite, pour **lutter contre le chômage conjoncturel**, l'Etat peut tenter de **relancer l'activité économique en dépensant** (ex : en menant une politique de grands travaux, des investissements publics). Il peut aussi inciter les entreprises à investir en les subventionnant. Enfin l'Etat peut chercher à augmenter le **pouvoir d'achat des ménages** en augmentant leur revenu disponible (soit en augmentant le niveau du salaire minimum ou le niveau des revenus de transfert, soit en diminuant les prélèvements obligatoires).*

*Ces trois moyens visent ainsi à augmenter la demande globale (des entreprises, des ménages) afin de relancer l'activité économique et diminuer le chômage conjoncturel.*

A la fin de cette deuxième partie, je suis capable de :

- définir le coût du travail
- expliquer comment le coût du travail peut diminuer (**activité n°7**)
- expliquer comment la baisse coût du travail peut diminuer le chômage structurel (**activité n°8**)
- expliquer comment la formation peut diminuer le chômage structurel
- expliquer la politique de flexicurité ou flexisécurité
- expliquer comment l'Etat peut diminuer le chômage conjoncturel
- expliquer le mécanisme d'une politique de relance économique
- expliquer comment l'Etat peut augmenter la consommation des ménages

## Chapitre 3 : Comment lutter contre le chômage ?

Introduction : qu'est-ce que le chômage ?

### 1<sup>ère</sup> partie : Comment expliquer le chômage ?

#### A. Comment expliquer le chômage structurel ?

1. Les problèmes d'appariement sur le marché du travail créent du chômage
  - a) Les inadéquations de qualification empêchent la rencontre entre l'offre et la demande de travail
  - b) Les inadéquations spatiales empêchent la rencontre entre l'offre et la demande de travail
  
2. Les asymétries d'information sur le marché du travail créent du chômage
  - a) Le manque d'information empêche la rencontre de l'offre et de la demande sur le marché du travail
  - b) Le phénomène d'anti sélection incite les entreprises à appliquer un salaire d'efficience
  - c) Le phénomène d'aléa moral incite les entreprises à appliquer un salaire d'efficience
  
3. Les institutions sur le marché du travail créent-elles du chômage ?
  - a) Le salaire minimum crée-t-il du chômage ?
  - b) Les règles de protection de l'emploi créent-elles du chômage ?

#### B. Comment expliquer le chômage conjoncturel ?

1. Un choc de demande négatif crée du chômage
2. Un choc d'offre négatif crée du chômage

### 2<sup>ème</sup> partie : Comment lutter contre le chômage ?

#### A. Comment lutter contre le chômage structurel ?

1. La baisse du coût du travail peut diminuer le chômage
2. La formation des travailleurs peut diminuer le chômage
3. Une politique de flexibilisation du marché du travail peut diminuer le chômage

#### B. Comment lutter contre le chômage conjoncturel ?

1. L'Etat peut relancer l'activité économique en utilisant la dépense publique
2. L'Etat peut inciter les entreprises à investir
3. L'Etat peut soutenir la consommation des ménages

## Activité n°3 - Restituer un raisonnement logique en SES (1 /2)

Dans votre copie (EC1, EC3 ou dissertation), il vous faudra utiliser des **mécanismes**, **théories économiques** pour appuyer votre argumentation. Il ne vous suffira pas d'expliquer brièvement les conclusions auxquelles sont arrivés les économistes, il vous faudra retracer l'enchaînement logique, chaque étape du raisonnement.

Exemple 1 :

**Expliquer en quoi la présence d'asymétries d'information sur le marché du travail crée du chômage**

*Etape 1 : **l'asymétrie d'information** est une situation où un agent économique moins bien informé est en relation avec un autre agent économique mieux informé que lui.*

*Etape 2 : Sur le marché du travail, le demandeur (l'entreprise) est dans ce type de situation puisqu'il ne connaît pas précisément les qualités humaines, les réelles compétences, motivations de la personne qu'il va recruter.*

*Etape 3 : Cette asymétrie d'information va influencer le demandeur de travail. Face à cette incertitude, le demandeur de travail va proposer un salaire plus faible aux offreurs de travail.*

*Etape 4 : En faisant cela, il va désinciter les offreurs les plus productifs, les plus compétents à candidater auprès de l'entreprise.*

*Etape 5 : Finalement, il ne restera que les offreurs, travailleurs les moins productifs.*

*Etape 6 : Pour éviter de n'avoir aux entretiens de recrutement que des travailleurs peu productifs, l'entreprise va donc prendre une décision. Elle va accepter de payer un salaire plus élevé, pour attirer les meilleurs talents. C'est le **salaire d'efficience**.*

*Etape 7 : Si toutes les entreprises reproduisent le même raisonnement et acceptent de payer un salaire plus élevé, en contrepartie elles recruteront moins de travailleurs, leurs ressources financières étant limitées. En recrutant moins, **le chômage augmente**.*

## Activité n°4 - Restituer un raisonnement logique en SES (2 /2)

Dans votre copie (EC1, EC3 ou dissertation), il vous faudra utiliser des mécanismes, théories économiques pour appuyer votre argumentation. Il ne vous suffira pas d'expliquer brièvement les conclusions auxquelles sont arrivés les économistes, il vous faudra retracer l'enchaînement logique, chaque étape du raisonnement.

Exemple 2 :

**Expliquer en quoi la présence d'asymétries d'information sur le marché du travail crée du chômage.**

*Etape 1 : l'asymétrie d'information*

*Etape 2 :*

*Etape 3 :*

*Etape 4 :*

*Etape 5 :*

*Etape 6 :*

*Etape 7 :*

## Quelques données sur le taux d'emploi

**Tableau 1 : Taux d'emploi BIT dans la population des 15-64 ans**  
(France métropolitaine, quatrième trimestre 2017)

| <i>Taux d'emploi en %</i>               |      |
|---|------|
| Ensemble des 15-64 ans                  | 65,7 |
| Hommes                                  | 69,3 |
| Femmes                                  | 62,3 |
| 15-24 ans                               | 29,8 |
| 25-49 ans                               | 81,0 |
| 50-64 ans                               | 62,2 |
| Emploi en CDI                           | 49,1 |
| Emploi en CDD et intérim                | 8,1  |
| Emploi à temps complet                  | 53,9 |
| Emploi à temps partiel                  | 11,8 |
| Taux d'emploi en équivalent temps plein | 60,9 |
| Hommes                                  | 67,0 |
| Femmes                                  | 55,0 |

Comment bien lire les données d'un document statistique ?

Source : Insee, enquête Emploi, *Informations Rapides n°38, 15 février 2018.*

## Quelques données sur le taux d'emploi

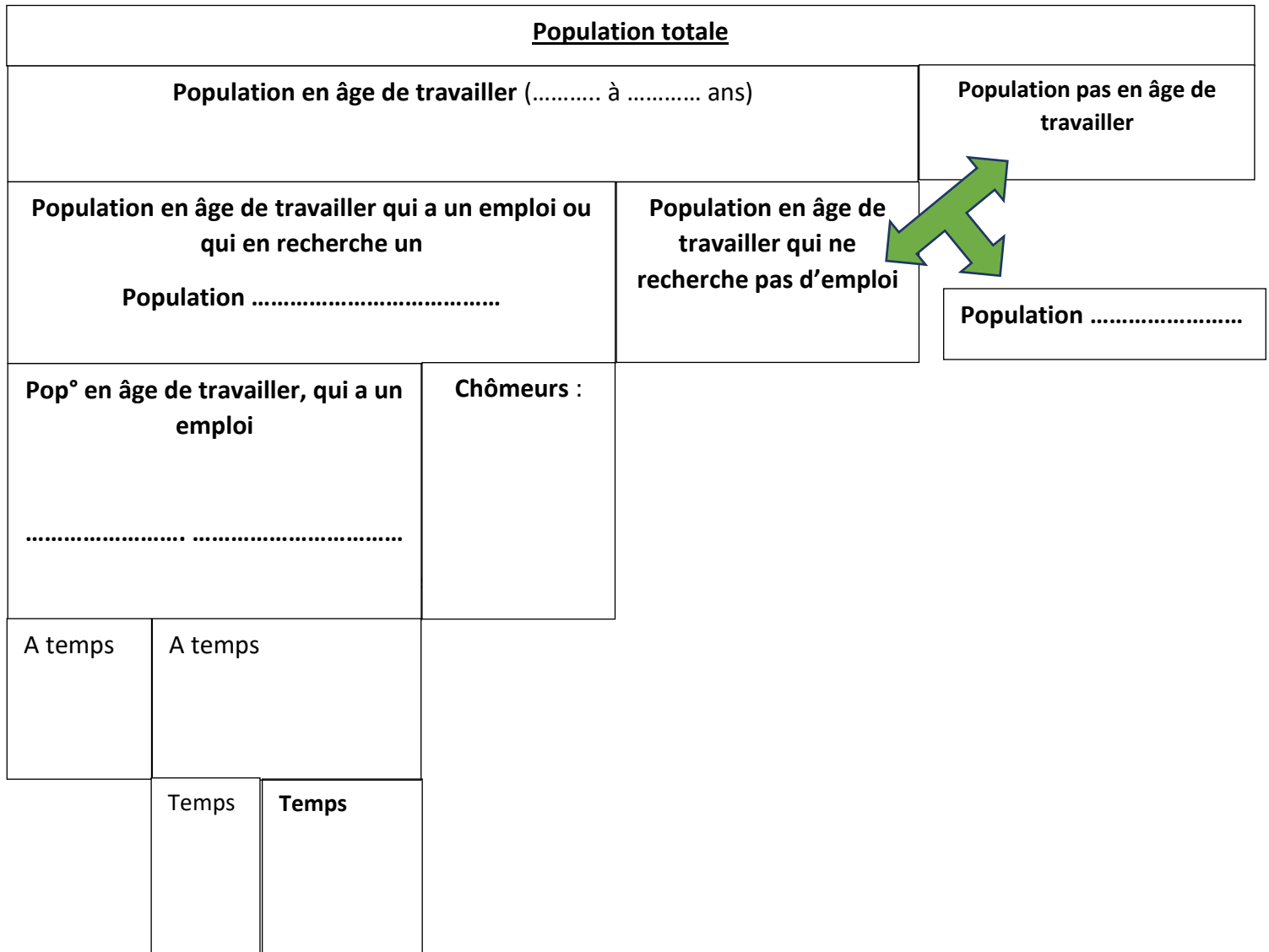
**Tableau 1 : Taux d'emploi BIT dans la population des 15-64 ans**  
(France métropolitaine, quatrième trimestre 2017)

| <i>Taux d'emploi en %</i>               |      |
|---|------|
| Ensemble des 15-64 ans                  | 65,7 |
| Hommes                                  | 69,3 |
| Femmes                                  | 62,3 |
| 15-24 ans                               | 29,8 |
| 25-49 ans                               | 81,0 |
| 50-64 ans                               | 62,2 |
| Emploi en CDI                           | 49,1 |
| Emploi en CDD et intérim                | 8,1  |
| Emploi à temps complet                  | 53,9 |
| Emploi à temps partiel                  | 11,8 |
| Taux d'emploi en équivalent temps plein | 60,9 |
| Hommes                                  | 67,0 |
| Femmes                                  | 55,0 |

Comment bien lire les données d'un document statistique ?

Source : Insee, enquête Emploi, *Informations Rapides n°38, 15 février 2018.*

## Activité n°1 : Introduction (qu'est-ce que le chômage ?)



### Définitions

Le chômage :

Le sous-emploi :

### Calcul et indicateurs

Le taux de chômage :

le taux de chômage des jeunes (15-24 ans) :

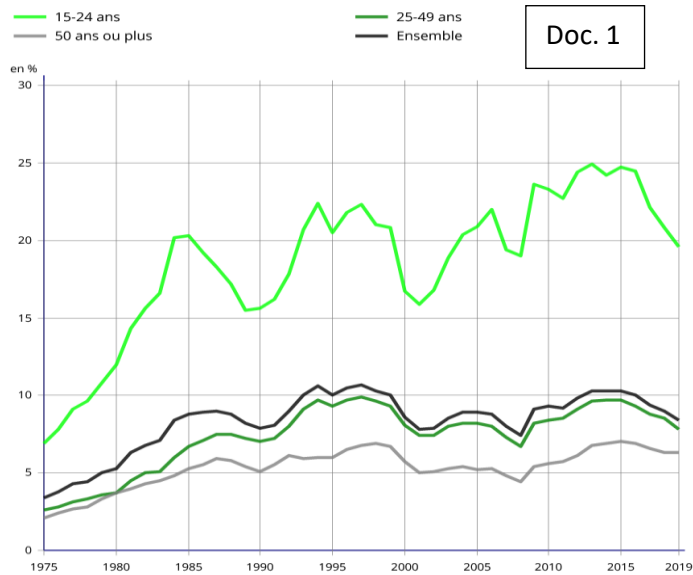
Le taux d'emploi :

Le taux d'emploi des jeunes (15-24 ans) :

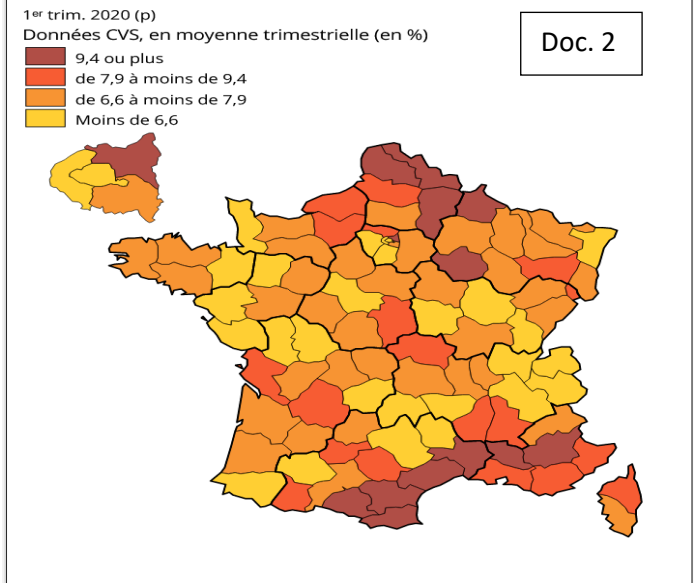
## Activité n°2 - Etude de documents

### Comment relever les idées importantes d'un document statistique ?

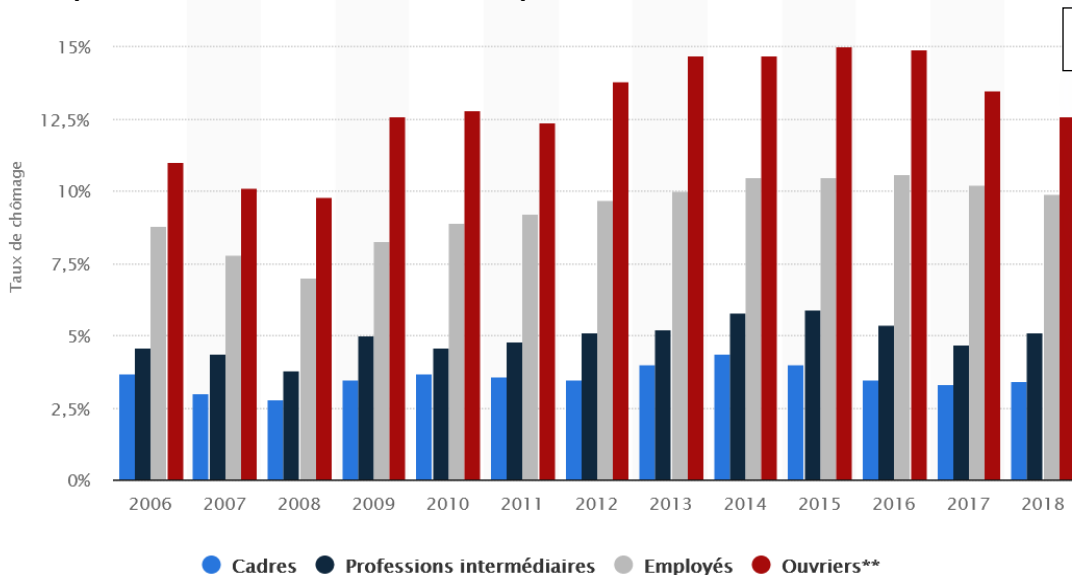
#### Chômage selon l'âge : taux de chômage



#### Taux de chômage localisés au 1<sup>er</sup> trimestre 2020 : comparaisons départementales



#### Part des personnes à la recherche d'un emploi en France de 2006 à 2018, selon la catégorie socioprofessionnelle



1. Relever les informations pertinentes du document 1 (en rédigeant des phrases contenant des %)
  
2. Relever les informations pertinentes du document 2(en rédigeant des phrases contenant des %)
  
3. Relever les informations pertinentes du document 3(en rédigeant des phrases contenant des %)



## Résumé introduction

Le **chômage**, selon l'INSEE et le BIT, se définit comme le fait d'être en âge de travailler, ne pas avoir d'emploi, d'en rechercher un et d'être disponible dans les 15 jours. Le taux de chômage se calcule en divisant le nombre d'**actifs inoccupés** par la **population active**. Les économistes peuvent aussi calculer le taux de chômage pour différentes populations (ex : les jeunes, les femmes, les hommes).

Une autre manière de définir le chômage serait de dire qu'il s'agit des **offreurs de travail** qui n'ont pas trouvé de **demandeurs de travail** sur le **marché du travail**.

Les individus actifs occupant un emploi sont les **actifs occupés**. Les économistes calculent le **taux d'emploi** en divisant le nombre d'**actifs occupés** par la **population en âge de travailler**. Ils peuvent aussi calculer le taux d'emploi pour différentes populations (hommes, femmes, jeunes...).

Ces **actifs occupés** peuvent soit être à **temps plein** (35h) ou à **temps partiel** (moins de 35h).

Le **sous-emploi** se définit comme l'ensemble des personnes actives occupées, à temps partiel, qui souhaiteraient travailler davantage, c'est le **temps partiel subi**.

A la fin de cette introduction, je suis capable de :

- définir le chômage au sens du BIT (**activité n°1**)
- définir le sous-emploi (**activité n°1**)
- calculer le taux de chômage (**activité n°1**)
- calculer le taux d'emploi (**activité n°1**)
- commenter un document statistique (**activité n°2**)

## Résumé introduction

Le **chômage**, selon l'INSEE et le BIT, se définit comme le fait d'être en âge de travailler, ne pas avoir d'emploi, d'en rechercher un et d'être disponible dans les 15 jours. Le taux de chômage se calcule en divisant le nombre d'**actifs inoccupés** par la **population active**. Les économistes peuvent aussi calculer le taux de chômage pour différentes populations (ex : les jeunes, les femmes, les hommes).

Une autre manière de définir le chômage serait de dire qu'il s'agit des **offreurs de travail** qui n'ont pas trouvé de **demandeurs de travail** sur le **marché du travail**.

Les individus actifs occupant un emploi sont les **actifs occupés**. Les économistes calculent le **taux d'emploi** en divisant le nombre d'**actifs occupés** par la **population en âge de travailler**. Ils peuvent aussi calculer le taux d'emploi pour différentes populations (hommes, femmes, jeunes...)

Ces **actifs occupés** peuvent soit être à **temps plein** (35h) ou à **temps partiel** (moins de 35h).

Le **sous-emploi** se définit comme l'ensemble des personnes actives occupées, à temps partiel, qui souhaiteraient travailler davantage, c'est le **temps partiel subi**.

A la fin de cette introduction, je suis capable de :

- définir le chômage au sens du BIT (**activité n°1**)
- définir le sous-emploi (**activité n°1**)
- calculer le taux de chômage (**activité n°1**)
- calculer le taux d'emploi (**activité n°1**)
- commenter un document statistique (**activité n°2**)

### **Activité n° 5 : Une histoire de fast-food**

Le 1<sup>er</sup> avril 1992, le salaire minimum a brusquement augmenté de près de 19% dans l'Etat du New Jersey. En revanche, il n'a pas bougé dans l'Etat voisin de Pennsylvanie. David Card et Alan Krueger ont profité de cette expérience « naturelle » pour tenter d'évaluer l'effet d'une hausse du salaire minimum sur l'embauche des personnes concernées par ce salaire. Pour cela, ils ont comparé l'évolution du niveau de l'emploi dans les fast-foods situés au New Jersey et en Pennsylvanie. Les fast-foods emploient une main d'œuvre majoritairement peu qualifiée et rémunérée, le plus souvent, au salaire minimum. La rentabilité de ces restaurants dépend ainsi directement de ce niveau de salaire et l'on doit s'attendre à ce que l'emploi de ce secteur soit particulièrement sensible à ses variations. Pour vérifier la pertinence d'un tel diagnostic, ils ont collecté des données portant sur 473 restaurants du secteur de la restauration rapide.

Pour David Card et Alan Krueger, la conclusion délivrée par l'exploitation de ces enquêtes ne fait aucun doute : la hausse du salaire minimum n'a pas eu d'impact négatif sur l'emploi dans les fast-foods du New Jersey. Un résultat inimaginable pour beaucoup d'économistes.

*Les ennemis de l'emploi, le chômage, fatalité ou nécessité, P. Cahuc et A. Zylberberg, 2015*

### **Activité n° 5 : Une histoire de fast-food**

Le 1<sup>er</sup> avril 1992, le salaire minimum a brusquement augmenté de près de 19% dans l'Etat du New Jersey. En revanche, il n'a pas bougé dans l'Etat voisin de Pennsylvanie. David Card et Alan Krueger ont profité de cette expérience « naturelle » pour tenter d'évaluer l'effet d'une hausse du salaire minimum sur l'embauche des personnes concernées par ce salaire. Pour cela, ils ont comparé l'évolution du niveau de l'emploi dans les fast-foods situés au New Jersey et en Pennsylvanie. Les fast-foods emploient une main d'œuvre majoritairement peu qualifiée et rémunérée, le plus souvent, au salaire minimum. La rentabilité de ces restaurants dépend ainsi directement de ce niveau de salaire et l'on doit s'attendre à ce que l'emploi de ce secteur soit particulièrement sensible à ses variations. Pour vérifier la pertinence d'un tel diagnostic, ils ont collecté des données portant sur 473 restaurants du secteur de la restauration rapide.

Pour David Card et Alan Krueger, la conclusion délivrée par l'exploitation de ces enquêtes ne fait aucun doute : la hausse du salaire minimum n'a pas eu d'impact négatif sur l'emploi dans les fast-foods du New Jersey. Un résultat inimaginable pour beaucoup d'économistes.

*Les ennemis de l'emploi, le chômage, fatalité ou nécessité, P. Cahuc et A. Zylberberg, 2015*

### **Activité n° 5 : Une histoire de fast-food**

Le 1<sup>er</sup> avril 1992, le salaire minimum a brusquement augmenté de près de 19% dans l'Etat du New Jersey. En revanche, il n'a pas bougé dans l'Etat voisin de Pennsylvanie. David Card et Alan Krueger ont profité de cette expérience « naturelle » pour tenter d'évaluer l'effet d'une hausse du salaire minimum sur l'embauche des personnes concernées par ce salaire. Pour cela, ils ont comparé l'évolution du niveau de l'emploi dans les fast-foods situés au New Jersey et en Pennsylvanie. Les fast-foods emploient une main d'œuvre majoritairement peu qualifiée et rémunérée, le plus souvent, au salaire minimum. La rentabilité de ces restaurants dépend ainsi directement de ce niveau de salaire et l'on doit s'attendre à ce que l'emploi de ce secteur soit particulièrement sensible à ses variations. Pour vérifier la pertinence d'un tel diagnostic, ils ont collecté des données portant sur 473 restaurants du secteur de la restauration rapide.

Pour David Card et Alan Krueger, la conclusion délivrée par l'exploitation de ces enquêtes ne fait aucun doute : la hausse du salaire minimum n'a pas eu d'impact négatif sur l'emploi dans les fast-foods du New Jersey. Un résultat inimaginable pour beaucoup d'économistes.

*Les ennemis de l'emploi, le chômage, fatalité ou nécessité, P. Cahuc et A. Zylberberg, 2015*

### **Activité n°6 : la protection de l'emploi protège-t-il l'emploi ?**

#### *Les objectifs de la protection de l'emploi*

La législation sert tout d'abord à protéger les salariés contre les ruptures du contrat de travail ne respectant pas les droits fondamentaux de la personne. En France, le préambule de la Constitution de 1946 dispose que « nul ne peut être lésé, dans son travail ou son emploi, en raison de ses origines, de ses opinions ou de ses croyances ». Le code du travail s'inspire de ce préambule et stipule que tout licenciement doit être motivé par « une cause réelle et sérieuse ». En particulier, il ne doit être fait aucune référence à l'origine, au sexe, aux mœurs, à la situation de famille, à la nationalité, à l'ethnie, à la religion, à l'état de santé, à l'état de grossesse. Un licenciement ne respectant pas ces dispositions est considéré comme abusif. Il donne lieu à des sanctions pénales et à des dommages et intérêts.

#### *La protection de l'emploi protège mal l'emploi*

Une législation rendant plus difficiles les licenciements a un effet ambigu sur le volume de l'emploi. Elle réduit certes les destructions d'emplois, mais elle diminue aussi les créations, car les entreprises craignent de ne pouvoir, à l'avenir, détruire des emplois non rentables protégés par cette législation.

*Les ennemis de l'emploi, le chômage, fatalité ou nécessité, P. Cahuc et A. Zylberberg, 2015*

### **Activité n°6 : la protection de l'emploi protège-t-il l'emploi ?**

#### *Les objectifs de la protection de l'emploi*

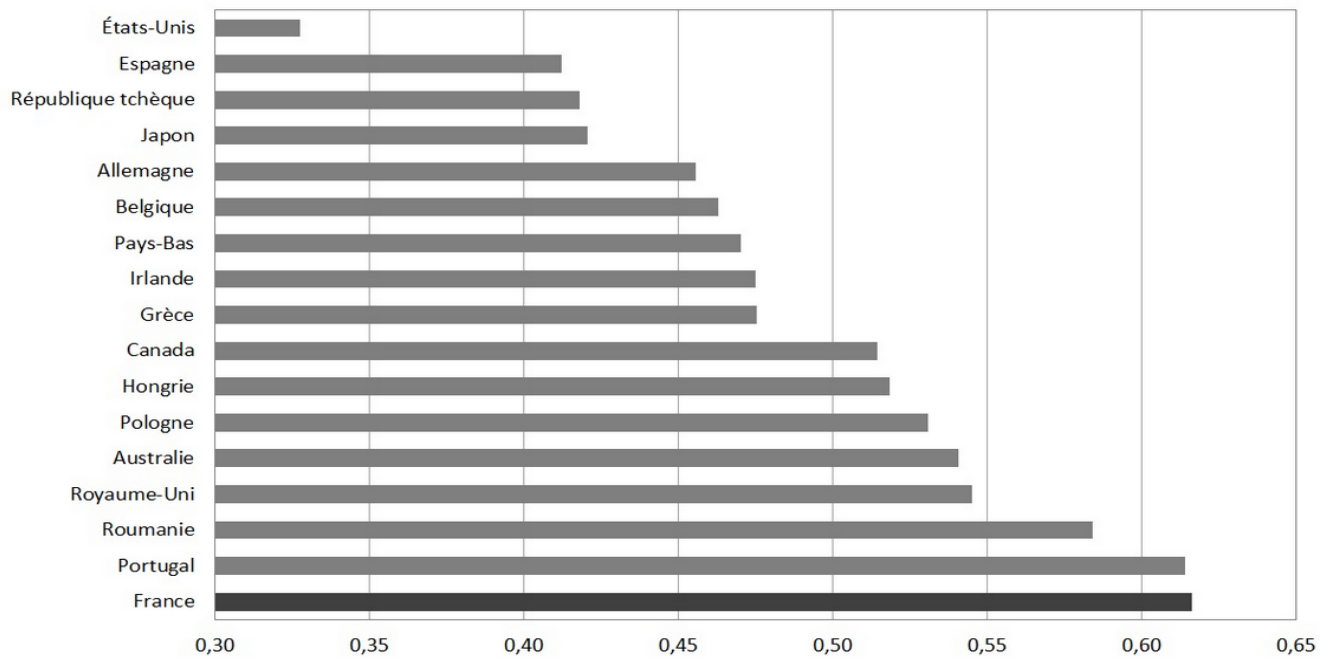
La législation sert tout d'abord à protéger les salariés contre les ruptures du contrat de travail ne respectant pas les droits fondamentaux de la personne. En France, le préambule de la Constitution de 1946 dispose que « nul ne peut être lésé, dans son travail ou son emploi, en raison de ses origines, de ses opinions ou de ses croyances ». Le code du travail s'inspire de ce préambule et stipule que tout licenciement doit être motivé par « une cause réelle et sérieuse ». En particulier, il ne doit être fait aucune référence à l'origine, au sexe, aux mœurs, à la situation de famille, à la nationalité, à l'ethnie, à la religion, à l'état de santé, à l'état de grossesse. Un licenciement ne respectant pas ces dispositions est considéré comme abusif. Il donne lieu à des sanctions pénales et à des dommages et intérêts.

#### *La protection de l'emploi protège mal l'emploi*

Une législation rendant plus difficiles les licenciements a un effet ambigu sur le volume de l'emploi. Elle réduit certes les destructions d'emplois, mais elle diminue aussi les créations, car les entreprises craignent de ne pouvoir, à l'avenir, détruire des emplois non rentables protégés par cette législation.

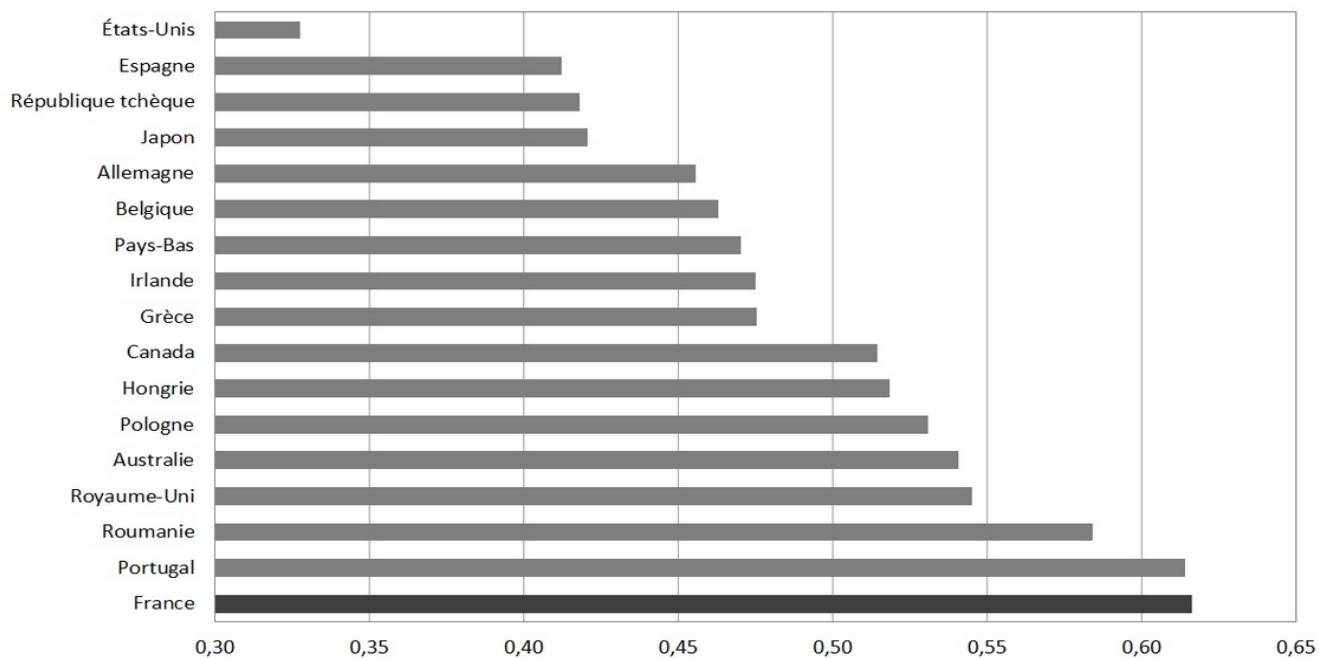
*Les ennemis de l'emploi, le chômage, fatalité ou nécessité, P. Cahuc et A. Zylberberg, 2015*

**Graphique 7 : Ratio salaire minimum sur salaire médian pour les salariés à temps plein en 2018**



Source : OCDE, [OECD.Stat](#). Consulté le 22 juin 2020.

**Graphique 7 : Ratio salaire minimum sur salaire médian pour les salariés à temps plein en 2018**



Source : OCDE, [OECD.Stat](#). Consulté le 22 juin 2020.

**Activité n° 7 : Qu'est-ce que le coût du travail ?**

Un électricien (Bob) regarde ses comptes bancaires en ligne. Il observe que son salaire est bien arrivé sur son compte en banque (1700€), il s'agit du salaire ..... Regardant son bulletin de salaires, il observe la mention d'un autre salaire de 2100€ (c'est le salaire .....). Bob aurait bien voulu recevoir ce salaire brut, cependant il sait que les 400€ de ..... vont servir à financer .....

Avec ce salaire ....., il va pouvoir soit ..... soit .....

Du côté de l'employeur, Bob ne lui a pas seulement coûté 1700€. En effet l'employeur doit aussi acquitter des .....(ici 500€) Ces ..... financent aussi .....

Au final le coût du travail pour l'employeur a été égal à :

Le coût du travail est ainsi égal à :

**Activité n° 7 : Qu'est-ce que le coût du travail ?**

Un électricien (Bob) regarde ses comptes bancaires en ligne. Il observe que son salaire est bien arrivé sur son compte en banque (1700€), il s'agit du salaire ..... Regardant son bulletin de salaires, il observe la mention d'un autre salaire de 2100€ (c'est le salaire .....). Bob aurait bien voulu recevoir ce salaire brut, cependant il sait que les 400€ de ..... vont servir à financer .....

Avec ce salaire ....., il va pouvoir soit ..... soit .....

Du côté de l'employeur, Bob ne lui a pas seulement coûté 1700€. En effet l'employeur doit aussi acquitter des .....(ici 500€) Ces ..... financent aussi .....

Au final le coût du travail pour l'employeur a été égal à :

Le coût du travail est ainsi égal à :

**Activité n° 7 : Qu'est-ce que le coût du travail ?**

Un électricien (Bob) regarde ses comptes bancaires en ligne. Il observe que son salaire est bien arrivé sur son compte en banque (1700€), il s'agit du salaire ..... Regardant son bulletin de salaires, il observe la mention d'un autre salaire de 2100€ (c'est le salaire .....). Bob aurait bien voulu recevoir ce salaire brut, cependant il sait que les 400€ de ..... vont servir à financer .....

Avec ce salaire ....., il va pouvoir soit ..... soit .....

Du côté de l'employeur, Bob ne lui a pas seulement coûté 1700€. En effet l'employeur doit aussi acquitter des .....(ici 500€) Ces ..... financent aussi .....

Au final le coût du travail pour l'employeur a été égal à :

Le coût du travail est ainsi égal à :

**Activité n° 8 : Quels sont les effets d'une baisse du coût du travail sur l'emploi ?**

La France fait face à un double problème : celui d'un chômage élevé et concentré sur les personnes les moins qualifiées et celui d'une dégradation des parts de marchés, plus rapide que dans les autres pays européens. Dans les deux cas, le coût du travail a été mis en avant. Les allègements récents de prélèvements obligatoires, à l'instar du CICE et du Pacte de responsabilité, ont poursuivi un double objectif de réduction du chômage et d'amélioration de la compétitivité-prix. [...]

Nous rappelons que la stratégie allemande de compétitivité des années 2000 a été davantage une baisse, ou une modération, des coûts salariaux dans les secteurs à bas salaires (services) que dans le secteur manufacturier. En utilisant des données très détaillées d'entreprises, nous montrons dans cette *Note* que les baisses du coût du travail lorsqu'elles sont concentrées sur les bas salaires ont bien un impact positif sur l'emploi. Nous trouvons aussi qu'elles peuvent, dans certaines conditions, aider la compétitivité des entreprises exportatrices.

Baisses de charges : stop ou encore ? Note du conseil d'analyse économique, n°49, janvier 2019

**Activité n° 8 : Quels sont les effets d'une baisse du coût du travail sur l'emploi ?**

La France fait face à un double problème : celui d'un chômage élevé et concentré sur les personnes les moins qualifiées et celui d'une dégradation des parts de marchés, plus rapide que dans les autres pays européens. Dans les deux cas, le coût du travail a été mis en avant. Les allègements récents de prélèvements obligatoires, à l'instar du CICE et du Pacte de responsabilité, ont poursuivi un double objectif de réduction du chômage et d'amélioration de la compétitivité-prix. [...]

Nous rappelons que la stratégie allemande de compétitivité des années 2000 a été davantage une baisse, ou une modération, des coûts salariaux dans les secteurs à bas salaires (services) que dans le secteur manufacturier. En utilisant des données très détaillées d'entreprises, nous montrons dans cette *Note* que les baisses du coût du travail lorsqu'elles sont concentrées sur les bas salaires ont bien un impact positif sur l'emploi. Nous trouvons aussi qu'elles peuvent, dans certaines conditions, aider la compétitivité des entreprises exportatrices.

Baisses de charges : stop ou encore ? Note du conseil d'analyse économique, n°49, janvier 2019

**Activité n° 8 : Quels sont les effets d'une baisse du coût du travail sur l'emploi ?**

La France fait face à un double problème : celui d'un chômage élevé et concentré sur les personnes les moins qualifiées et celui d'une dégradation des parts de marchés, plus rapide que dans les autres pays européens. Dans les deux cas, le coût du travail a été mis en avant. Les allègements récents de prélèvements obligatoires, à l'instar du CICE et du Pacte de responsabilité, ont poursuivi un double objectif de réduction du chômage et d'amélioration de la compétitivité-prix. [...]

Nous rappelons que la stratégie allemande de compétitivité des années 2000 a été davantage une baisse, ou une modération, des coûts salariaux dans les secteurs à bas salaires (services) que dans le secteur manufacturier. En utilisant des données très détaillées d'entreprises, nous montrons dans cette *Note* que les baisses du coût du travail lorsqu'elles sont concentrées sur les bas salaires ont bien un impact positif sur l'emploi. Nous trouvons aussi qu'elles peuvent, dans certaines conditions, aider la compétitivité des entreprises exportatrices.

Baisses de charges : stop ou encore ? Note du conseil d'analyse économique, n°49, janvier 2019

## Résumé de la 2<sup>ème</sup> partie

*Il existe plusieurs solutions pour lutter contre le chômage.*

*Tout d'abord, pour **lutter contre le chômage structurel**, le gouvernement cherche à diminuer le **coût du travail** pour inciter les entreprises à recruter. Cette baisse du coût du travail passe par une diminution des **cotisations sociales**. Ensuite l'Etat cherche à mieux former les travailleurs peu qualifiés, touchés par le chômage. Enfin la mise en place de la **flexicurité** vise à réduire les règles de protection de l'emploi (volant **flexibilité**) tout en encadrant mieux les chômeurs (volant **sécurité** : formation, indemnisation, suivi).*

*Ensuite, pour **lutter contre le chômage conjoncturel**, l'Etat peut tenter de **relancer l'activité économique en dépensant** (ex : en menant une politique de grands travaux, des investissements publics). Il peut aussi inciter les entreprises à investir en les subventionnant. Enfin l'Etat peut chercher à augmenter le **pouvoir d'achat des ménages** en augmentant leur revenu disponible (soit en augmentant le niveau du salaire minimum ou le niveau des revenus de transfert, soit en diminuant les prélèvements obligatoires).*

*Ces trois moyens visent ainsi à augmenter la demande globale (des entreprises, des ménages) afin de relancer l'activité économique et diminuer le chômage conjoncturel.*

A la fin de cette deuxième partie, je suis capable de :

- définir le coût du travail
- expliquer comment le coût du travail peut diminuer (**activité n°7**)
- expliquer comment la baisse coût du travail peut diminuer le chômage structurel (**activité n°8**)
- expliquer comment la formation peut diminuer le chômage structurel
- expliquer la politique de flexicurité ou flexisécurité
- expliquer comment l'Etat peut diminuer le chômage conjoncturel
- expliquer le mécanisme d'une politique de relance économique
- expliquer comment l'Etat peut augmenter la consommation des ménages